

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 21 février 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 149/RAAPC/IC12076

Affaire 120187 suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

0014920120221SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION D'INCINERATION DE DECHETS MENAGERS
ET ASSIMILES DE MAINVILLIERS

SOCIETE ORISANE

ICPE N° 149

COMMUNE DE MAINVILLIERS

Par bordereau du 12 décembre 2011, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de modification des conditions d'exploitation présentée par la société ORISANE située sur le territoire de la commune de Mainvilliers.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'entreprise ORISANE exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située à « la Mare Corbonne » - route de Verneuil sur la commune de Mainvilliers.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3690 du 28 novembre 1996 modifié par :

- L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2002 autorisant à recevoir des déchets en période nocturne ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 imposant la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été présenté au CODERST et a reçu un avis favorable le 14 février 2012. Ce projet d'arrêté préfectoral impose la mise en conformité de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés en application des dispositions des arrêtés ministériels du 03 août 2010 et du 18 novembre 2011.

2. OBJET DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA SOCIETE ORISANE

Par courrier du 30 novembre 2011 complété par courriers du 20 janvier 2012 et du 30 janvier 2012, la société ORISANE nous a informés de son intention de modifier les conditions d'exploitation de son site de Mainvilliers.

Le projet consiste à réaliser une activité de transit et regroupement de déchets non dangereux de :

- Emballages, journaux, revues et magazines (JRM) : activité visée par la rubrique 2714-2, pour un volume supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. Cette activité est donc soumise à déclaration.
- Déchets non dangereux non inertes (OM et DIB) : activité visée par la rubrique 2716-2 pour un volume supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. Cette activité est donc soumise à déclaration.

L'article R. 512-33 du Code de l'environnement dispose que « toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

En supplément des tonnages actuellement autorisés, la station de transit sera susceptible de recevoir :

- 4 000 tonnes par an de déchets d'emballages ;
- 9 000 tonnes par an de JRM ;
- 2 000 tonnes par an de déchets résiduels (OM et DIB) issues des collectes sélectives et des déchèteries.

Le périmètre géographique pour les apports de déchets est identique à celui de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004.

L'installation de transit de déchets prendra place dans un auvent de 310 m² créé pour cette activité. Les déchets seront déchargés du véhicule de collecte, depuis un quai de déchargement dans l'une des 4 trémies de réception de déchets. Ces trémies seront installées sur des semi-remorques et elles seront équipées d'un fond mouvant permettant la répartition des déchets.

Les semi-remorques chargés en déchets seront ensuite pesés sur le pont bascule, déjà présent sur le site, et expédiés vers des centres de tri du département d'Eure-et-Loir.

3. EXAMEN DE LA DEMANDE

3.1 Classement

Les rubriques de la nomenclature autorisées ainsi que celles modifiées sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2771		A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	capacité de traitement de 110 000 t/an		sans seuil		110 000	t/an
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)	réservoir aérien de propane de 56 m ³ soit 30 t	quantité présente	> 6 et < 50	t	30	t
2714	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	1 trémie « emballages » (papier, carton, plastique) avec fond mouvant de 100 m ³ 1 trémie « JRM » (journaux, revues, magazines) avec fond mouvant de 100 m ³ soit au total : 200 m ³	Surface	> 100 et < 1 000	m ³	200	m ³
2716	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	2 trémies « déchets résiduels » (OM ou DIB) avec fond mouvant de 100 m ³ soit au total : 200 m ³	Surface	> 100 et < 1 000	m ³	200	m ³
2920	2b	NC	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10 ⁵ Pa	cinq compresseurs : 2 x 30 kW 3 x 37 kW	puissance absorbée	> 10	MW	171	kW

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique ;
A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 ;
A autorisation ;
E enregistrement ;
D déclaration ;
C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement ;
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB.

3.2 Impacts du projet

Ceux-ci sont limités. Il n'y a pas de modification apportée en terme d'implantation du site, la station de transit sera située sur le terrain actuel de l'usine d'incinération et sera intégrée à l'architecture existante du site.

3.2.1 Impact sur les rejets aqueux

L'installation ne produit pas de rejet aqueux.

3.2.2 Impact sur les rejets atmosphériques

L'installation ne produit pas de rejet atmosphérique.

3.2.3 Impact sur les odeurs

L'impact de l'installation sur les odeurs est limité du fait que le temps de séjour des déchets est d'au maximum 24 h et que la majorité des déchets est non fermentescible.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur la durée maximale de stockage dans son article 5.

3.2.4 Impact sur le bruit

Dans le cadre de la nouvelle activité, l'exploitant indique que le fonctionnement de la station de transit de déchet n'apportera pas de bruit supplémentaire si ce n'est lors des opérations de déchargement et chargement de déchets par les trémies.

L'exploitant indique que des consignes seront prises pour les opérations de déchargement/rechargement notamment :

- Les opérateurs devront éteindre le moteur de leurs camions lors des opérations de déchargement ;
- Les manœuvres des camions par les opérateurs seront limités via le plan de circulation.

L'exploitant indique qu'il continuera à respecter les niveaux sonores admissibles sur le site.

Une mesure des niveaux sonores de l'établissement dans les 6 mois suivant la mise en service des installations de transit, regroupement de déchets est prescrite à l'article 4 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Cette mesure sera effectuée lors du fonctionnement de ces nouvelles installations.

3.2.5 Impact sur le trafic

L'exploitation de la station de transit de déchet engendrera une diminution du trafic actuel en rationalisant les flux de déchets transitant actuellement dans le Département.

En effet, ce sont les camions issus de la collecte sélective bi-compartmentés amenant déjà des OM à l'usine d'incinération qui amèneront les déchets issus de la collecte sélective et ce sont les camions semi-remorques qui aujourd'hui repartent à vide de l'installation qui seront utilisés afin d'expédier les déchets issus du centre de transit vers le lieu de traitement.

Cette optimisation du fret retour est recommandée par le PEDMA d'Eure et Loir.

3.2.6 Prévention des risques

Une modélisation des flux thermiques a été réalisée par l'exploitant. L'ensemble des flux thermiques est contenu dans les limites de propriété du site, et n'engendre aucun impact sur les tiers. L'exploitant souligne qu'aucun effet domino n'est à redouter, notamment sur la cuve de propane avoisinante, de par les dispositions des infrastructures prévues.

3.2.7 Bilan

S'agissant d'une nouvelle activité, l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2716 et l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2714 s'appliquent.

Les prescriptions de ces 2 arrêtés ministériels relatives aux déchets sont reprises à l'article 5 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les impacts supplémentaires limités engendrés par cette modification d'activité, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société ORISANE.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

--==--

L'ingénieur de l'industrie et des mines,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur,
Le chef du Service Environnement Industriel et Risques